

protesta par tous les moyens contre ces décrets ; il dut pourtant se soumettre à la loi ; alors, par des fideicomis, il racheta lui-même ses propriétés. De cette loi, comme de la conduite du clergé, il résulta des complications et un bouleversement social qui devinrent une catastrophe financière et sociale, en 1861, lorsque Juarez nationalisa tous ces biens. Comonfort, sachant que le clergé prêtait au commerce, à l'industrie, des sommes plus ou moins importantes à un taux excessivement modéré, inférieur à celui des banquiers étrangers ou nationaux, ne voulait pas priver le pays des services rendus par les capitalistes ecclésiastiques ; mais il ne voulait pas qu'ils fussent propriétaires. La mise en vente de leurs biens fut donc décrétée, et pour faciliter les transactions entre le vendeur et l'acheteur, la vente resta libre pendant les trois mois fixés par la loi, au terme desquels le gouvernement intervenait pour faire vendre tout ce qui n'avait pas été vendu et prélevait un impôt général de 6 % sur ces sortes de vente. Cet impôt était naturellement versé par l'acheteur dans les caisses de l'État, et donna au gouvernement plus de vingt millions de francs, pour les ventes effectuées dans le seul district de Mexico.

Malgré l'opposition du clergé, cette mesure n'aurait probablement amené que des troubles passagers, si Juarez ne l'avait point changée en une mesure spoliatrice, ayant tout le caractère d'une persécution religieuse. Comonfort, en laissant le clergé capitaliste, ne le dépouillait pas et ne privait pas le pays de capitaux utiles et fructueux ; en interdisant la possession de propriétés urbaines ou rurales, il favorisait le morcellement de la propriété, et par conséquent il développait les revenus du fisc et les ressources de l'État. En agissant de la sorte, il se montrait tout à la fois homme honnête et homme habile, car si le gouvernement ne peut, à moins d'arbitraire et d'injustice, déposséder un propriétaire quelconque pour cause d'utilité publique, sans le dédommager plus ou moins intégralement de sa déposition, il ne doit pas permettre non plus, sans être taxé de faiblesse ou

d'incapacité, que le bien public, c'est à dire l'État, considéré comme mineur en jurisprudence, soit sacrifié à un ou plusieurs individus. Mais au Mexique, l'égoïsme individuel y règne trop souverainement à côté des passions mauvaises qui ne s'inclinent jamais l'intérêt commun.

Le 12 décembre 1856, à l'occasion de la fête patronale du Mexique, des bandes de voleurs et d'assassins massacrèrent à San-Vicente et à Cuernavaca une multitude de riches Espagnols, pillèrent leurs haciendas, puis y mirent le feu. Le gouvernement de Comonfort ne sut ni prévenir, ni empêcher, ni réparer ces scènes sanglantes de désordre. Les réclamations du ministre espagnol, demandant une réparation et la punition des coupables, furent méconnues. L'Espagne voulut imposer par les armes les réparations qu'elle ne pouvait obtenir par la voie diplomatique ; mais, travaillée elle-même par les agitations continuelles des partis, elle dut remettre à plus tard l'intervention armée qu'elle projetait.

Dans la correspondance de Santa-Anna, je trouve une lettre datée de Carthagène, 10 octobre 1856, qui résume la situation du Mexique à la fin de cette année... « Les événements de notre infortunée patrie, dit-il, se multiplient quotidiennement comme conséquence naturelle du relâchement des ressorts sociaux. Là-bas, le vandalisme commande, et la canaille, débordée dans ses passions, ne peut faire autre chose que ce que lui suggèrent ses instincts de prendre et de détruire ce qu'il y a de plus sacré... Je ne pense pas que ces maux puissent durer longtemps selon les principes de la logique ; les hommes d'honneur, de patriotisme et de fortune doivent mettre en jeu toute leur influence pour extirper le mal du Mexique, sauver sa dignité outragée, et consolider sa nationalité qui ne pèse rien dans la balance des chena-pans auxquels la patrie ne doit que des larmes et du sang. La civilisation et les bons sentiments exigent de suprêmes efforts, et j'ai la conviction que les bons Mexicains sauront les faire pour ne pas imprimer sur son » — le Mexique —